



Groupement de commandes
constitué entre la Caf du Nord et les Caf de l'Aisne, des Ardennes, de l'Oise, du
Pas-de-Calais et de la Somme

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

RELATIF AU LOT N°2

REALISATION DE DIAGNOSTICS PLOMB

SOMMAIRE

1. PRESCRIPTIONS GENERALES	3
1.1 Périmètre d'intervention	3
1.2 Textes de référence	3
1.3 Normes et recommandations	3
1.4 Repérage des matériaux et produits contenant du plomb.....	4
1.5 Responsabilité du prestataire	4
1.6 CONDITIONS D'INTERVENTION.....	4
1.6.1 Horaires.....	4
1.6.2 Incidences sur le fonctionnement de l'établissement.....	5
1.6.3 Visites	5
1.6.4 Sécurité	6
1.6.5 Personnel	6
1.6.6 Matériel – Lutte contre le bruit	6
1.6.7 Nettoyage après prélèvements.....	6
2. DESCRIPTIONS DES INTERVENTIONS.....	6
2.1 Recherche de plomb	7
2.2 Phasage des prestations	7
2.3 Réunions	7
2.4 Comité de suivi.....	7
2.5 Moyens d'accès pour travail en hauteur	8

1. PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1 Périmètre d'intervention

Le présent CCTP a pour but de définir les prestations liées aux risques plomb, dans les différents sites des CAF du Nord, de l'Aisne et des Ardennes. Ces prestations portent tant sur les obligations du pouvoir adjudicateur que sur les objectifs préventifs.

Les sites des organismes concernés sont :

- La Caisse d'Allocations familiales de l'Aisne
- La Caisse d'Allocations familiales des Ardennes
- La Caisse d'Allocations familiales de l'Oise
- La Caisse d'Allocations familiales du Pas-de-Calais
- La Caisse d'Allocations familiales de la Somme
- La Caisse d'Allocations familiales du Nord

La liste des bâtiments concernés par organisme est détaillée dans l'annexe 1 du CCTP "adresse et surfaces des sites"

1.2 Textes de référence

Pour les missions de diagnostics de risques d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP) et les contrôles après travaux en présence de plomb visés par l'article L1334-1-1 du Code de la Santé Publique, le prestataire devra obligatoirement justifier d'une certification avec mention.

Les prestations, objet du présent marché, devront être conformes aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment :

- Le Code de la construction et de l'habitation,
- Le Code de la santé publique,
- Le Code du travail,
- Le décret 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme,
- L'arrêté du 25 avril 2006 relatif au risque d'intoxication par le plomb des peintures,
- L'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des CREP ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb,
- L'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L.1334-2 du code de la santé publique,
- L'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures,
- L'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

1.3 Normes et recommandations

- Norme NF X46-030 d'avril 2008 précisant le protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb ;
- Norme NF X46-031 d'avril 2008 relative au diagnostic plomb, et plus particulièrement à l'analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb ;

- Norme F X46-032 d'avril 2008 relative au diagnostic plomb, et plus particulièrement à la méthodologie de mesure du plomb dans les poussières au sol ;
- Préconisation pour la réalisation d'un diagnostic plomb avant travaux (hors champ code de la santé publique) – DIRECCTE Centre – mars 2014.

1.4 Repérage des matériaux et produits contenant du plomb

Les repérages de matériaux et produits contenant du plomb pourront être commandés à deux titres :

- au titre du code de la santé publique, le prestataire devra réaliser un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) conformément aux articles L1334-1 à L1334-11 et R1334-1 à 1334-13, avec pour objectif de protéger les mineurs contre les risques de saturnisme,
- au titre du code du travail, dans le cadre de la protection des travailleurs du fait de la présence de substances chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR), le prestataire devra identifier tous les produits contenant du plomb sur l'emprise du chantier avec pour objectif d'identifier les matériaux susceptibles de libérer des poussières contenant du plomb dans le cadre d'un chantier, et de permettre de prendre les mesures adaptées pour protéger les travailleurs intervenant sur le chantier.

1.5 Responsabilité du prestataire

Le titulaire demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents.

Lors des interventions sur site, le titulaire se conforme aux contraintes et aux prescriptions édictées, d'une part par le responsable du site, et d'autre part en cas de site en travaux, par les intervenants en charge desdits travaux (Maître d'œuvre, Assistant à Maître d'ouvrage, bureaux d'études, coordonnateurs SPS, bureaux de contrôle...).

Avant toute exécution de prestation, le titulaire est tenu de s'informer auprès du Représentant du Pouvoir Adjudicateur des contraintes du site pour la réalisation de sa prestation.

Le titulaire doit, en cas de dégradation des biens existants, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des matériels employés par lui ou des conditions d'exécution des prestations dont il a la charge.

De toute manière, le fait pour un prestataire d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

1.6 CONDITIONS D'INTERVENTION

1.6.1 Horaires

Le prestataire se conforme aux instructions du Représentant du Pouvoir Adjudicateur en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie de son personnel. Il supporte les interruptions de travail

nécessités par les besoins de fonctionnement de l'établissement et prend en charge toutes les mesures qui lui sont demandées pour ne pas gêner les services.

1.6.2 Incidences sur le fonctionnement de l'établissement

Lorsque les prestations sont effectuées dans un établissement recevant du public, le prestataire se met en rapport avec le Représentant du Pouvoir Adjudicateur afin de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le déroulement n'apporte que le minimum de gêne au fonctionnement de l'établissement.

1.6.3 Visites

Le Pouvoir Adjudicateur met à disposition toutes les pièces en sa possession (plans de niveaux des bâtiments au format DWG ou PDF, copie papier des documents qu'il juge utile réalisés à ce jour, etc...) au titulaire du marché.

Le titulaire consulte et vérifie les pièces mises à sa disposition.

Il s'enquiert des règlements intérieurs propres à chaque site, notamment des conditions d'accès et des heures d'ouverture.

Le titulaire s'adapte aux contraintes inhérentes à chaque site, étant entendu que cette adaptation ne modifie en aucune manière les conditions administratives et financières des marchés.

Les visites se déroulent pendant les heures normales d'ouverture du site, sous réserve qu'elles n'entraînent pas de nuisances susceptibles d'empêcher l'usage des locaux et le travail des usagers.

Pour ce faire, le titulaire doit :

- Prendre un rendez-vous préalable avec le responsable de site pour définir les conditions matérielles d'accès au site. (les coordonnées des interlocuteurs seront transmises au titulaire au démarrage du marché)
- Visiter la totalité des locaux faisant l'objet de la commande, même en cas de locaux similaires ou répétitifs. La visite comprend également tous les locaux annexes tels que chaufferies, rangements, placards, locaux techniques, gaines techniques, vides sanitaires, débarras, archives, caves, greniers, combles, toitures, etc. Cette liste non exhaustive est donnée à titre indicatif ;
- Examiner toutes les parties cachées sous des faux plafonds démontables. Le titulaire est tenu de signaler toutes les structures non démontables (faux plafonds, etc.) qui n'auraient pas été dégagées lors de sa visite ;
- Etablir à l'issue de sa visite, un compte-rendu détaillé faisant état de ses investigations dans un délai de 2 jours ouvrés suivant la visite.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le site ou faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas effectuer tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent C.C.T.P. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents.

1.6.4 Sécurité

Le prestataire ainsi que les sous-traitants éventuels s'engagent à faire respecter les règles de sécurité et d'hygiène de travail et à fournir à leur personnel l'outillage de sécurité et le matériel de protection rendus nécessaires par la nature des prestations à exécuter.

1.6.5 Personnel

Dès la notification du marché, le titulaire désigne le responsable technique qualifié pour suivre cette opération et signer en cours d'exécution de ce marché les rapports.

Le changement de responsable technique qualifié doit être impérativement et immédiatement notifié au Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Pour l'exécution des missions qui lui sont confiées, le titulaire affecte autant que de besoin le personnel nécessaire à la réalisation des prestations.

Il est rappelé au titulaire que le personnel doit posséder les certifications requises pour les prestations qui lui sont demandées.

A cet effet, la qualification du personnel doit pouvoir être vérifiée à tout moment par le pouvoir adjudicateur.

1.6.6 Matériel – Lutte contre le bruit

Les engins utilisés à l'intérieur des locaux sont manuels ou à énergie électrique. Ils doivent être munis des derniers perfectionnements techniques réduisant leur niveau sonore. Aucun appareil équipé de moteur à explosion ne sera toléré. Le matériel roulant sera équipé de roues pneumatiques.

Les matériels de chantier sont conformes à l'arrêté du 18 avril 2002, pris en application de la directive européenne 2000/14/CE, qui réglemente les émissions sonores de la quasi-totalité des engins et matériels de chantier.

Toutes dispositions utiles doivent être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation des personnels) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques.

1.6.7 Nettoyage après prélèvements

Le prestataire titulaire prend toutes les dispositions pour la protection des existants (bâchage des matériels sensibles, sas de sécurité etc...) ainsi que le nettoyage et l'évacuation des gravois de chaque sondage exécuté. Le nettoyage sera exécuté à l'humide afin d'éviter toute propagation des poussières générées lors des sondages et prélèvements.

2. DESCRIPTIONS DES INTERVENTIONS

Il est rappelé que le titulaire du présent lot est un spécialiste avisé et expérimenté, d'une pratique éprouvée, et ses connaissances lui font un devoir de signaler le cas échéant en temps utile au Responsable du Pouvoir Adjudicateur, les manques de compatibilité, insuffisances ou omissions qui peuvent apparaître dans les systèmes prescrits.

L'offre du titulaire comprend tous les travaux d'exécution ainsi que tous travaux préparatoires nécessaires pour lui permettre de réaliser ses interventions.

2.1 Recherche de plomb

Réalisation d'un Constat de Risque d'Exposition au Plomb, sur la base de l'arrêté du 19 août 2011. La mission de repérage est réalisée par un diagnostiqueur ayant obtenu un certificat de compétences délivré par un organisme accrédité par le COFRAC / CREP.

Le diagnostic plomb avant travaux est effectué selon la méthodologie du Constat des Risques d'Exposition au Plomb. Le repérage est réalisé par un diagnostiqueur certifié à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X. Cet outil permet de détecter le plomb directement accessible mais également les peintures situées sous des couches de matériaux plus récents.

Le diagnostiqueur certifié doit :

- Effectuer une visite exhaustive des locaux,
- Réaliser un croquis de l'ensemble des locaux,
- Déterminer les éléments de construction susceptibles de présenter un revêtement contenant du plomb,
- Déterminer les sondages et démontages destructifs nécessaires au repérage,
- Réaliser sur tous ces éléments des mesures de concentration en plomb à l'aide d'un spectromètre à fluorescence X,
- Constater l'absence ou la présence de plomb,
- Rédiger le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant du plomb.

Le rapport devra être remis dans un délai de dix jours ouvrés maximum. Ce délai court à compter de la fin des investigations sur site.

2.2 Phasage des prestations

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'imposer des phasages d'intervention.

2.3 Réunions

Le prestataire doit assurer des réunions d'information avant et après chaque intervention. Le but de ces réunions est d'expliquer le mode opératoire de la mission confiée et des résultats de sa mission. Il est à prévoir deux réunions, minimum, par mission confiée.

2.4 Comité de suivi

La CAF DU NORD met en place, dès le début du marché un comité de suivi permettant l'accompagnement qualitatif des prestations.

Il est composé de :

- Un représentant du titulaire du marché (habilité à prendre des décisions et engager l'entreprise),
- Les interlocuteurs Caf concernés : Service Aménagements et Travaux, Service Achats Marchés

Le Comité de suivi se réunira **au minimum une fois par an** et aura pour objectifs :

- D'apprécier la qualité du service rendu,
- D'analyser les dysfonctionnements constatés,
- De proposer des solutions pour résoudre les éventuels dysfonctionnements constatés

Un compte-rendu synthétique de la réunion sera établi par les services de la CAF DU NORD et transmis à l'ensemble des participants.

2.5 Moyens d'accès pour travail en hauteur

Le prestataire doit se rapprocher du Représentant du Pouvoir Adjudicateur pour connaître les moyens d'accès aux zones en hauteur et difficiles d'accès. Si ces accès sont inexistantes ou non conformes, le prestataire doit disposer de tous les moyens d'accès nécessaires à la bonne exécution de ses missions, tel que les moyens de levage spécifiques et appropriés pour accéder aux zones en hauteur et difficiles d'accès et ce dans le cas où aucun accès sécurisé et aux normes n'est présent dans les bâtiments.

Le prestataire intègre dans son offre les moyens d'accès pour une hauteur inférieure à 3 mètres.

Pour les accès à plus de 3 mètres, le prestataire pourra utiliser les moyens suivants :

- De PIRL (plate-forme individuelle roulante/légère) ou gazelle,
- D'échafaudage roulant lors de prélèvements nécessitant la présence de 2 opérateurs sur le plateau,
- De nacelles autoportées à mouvement électrique.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive.